

«Genève pourrait perdre 1,3 milliard de francs»

Initiative «Pour l'avenir» La Chambre de commerce et d'industrie ainsi que la Fédération des entreprises romandes du canton préviennent: un oui au texte de la Jeunesse socialiste ferait fuir des contribuables, priverait l'État d'importantes recettes et fragiliserait l'emploi.

Aymeric Dejardin-Verkinder

Jeudi dernier, la Chambre de commerce et d'industrie de Genève (CCIG) a réuni plusieurs représentants politiques et économiques genevois pour dénoncer l'initiative «Pour l'avenir» de la Jeunesse socialiste. Le texte prévoit un impôt fédéral de 50% sur les successions dépassant 50 millions de francs pour lutter contre la crise climatique.

Vincent Subilia, directeur général de la CCIG, et Ivan Slatkine, président de la Fédération des entreprises romandes (FER) Genève, expliquent pourquoi ils appellent à rejeter cette mesure le 30 novembre.

Genève pourrait perdre 1,3 milliard de recettes, selon la CCIG. Avez-vous des signes concrets d'un risque d'exode fiscal?

Vincent Subilia: Nous voyons déjà des signaux concrets d'inquiétude. À Genève, des départs ont été constatés. En outre, de nombreux conseillers fiscaux nous rapportent qu'un certain nombre de leurs clients étudient des alternatives à la Suisse en



Vincent Subilia (à gauche), directeur général de la CCIG, et Ivan Slatkine, président de la FER Genève. DR

raison de l'incertitude que crée ce texte. Si Genève devait perdre 1,3 milliard de recettes, il serait pratiquement impossible de compenser une telle somme sans mesures douloureuses. Il s'agit tout de même de près de 18% du budget du canton.

Ivan Slatkine: En tant qu'entrepreneur, je peux vous dire que les discussions ont déjà com-

mencé. Certains se demandent s'ils doivent revoir leur structure de succession. Le risque est bien présent. Et si ces départs se produisent, le Canton ne pourra pas compenser les pertes facilement. On ne remplace pas des recettes fiscales structurelles de cette ampleur sans toucher soit aux impôts, soit aux dépenses publiques.

Si ces contribuables partent, comment cela se traduirait-il pour les ménages: hausse d'impôts ou baisse de prestations?

Vincent Subilia: Si les 362 contribuables qui paient 1,3 milliard d'impôts à Genève venaient à quitter le pays, il faudrait en moyenne payer plus de 6000 francs d'impôts en plus par ménage et par an. Aujourd'hui, le budget du canton nous est présenté avec un déficit de près de 750 millions de francs, et la fonction publique est déjà dans la rue. 1,3 milliard de francs représente plus de trois fois la baisse d'impôts acceptée par la population en 2024.

Il paraît donc certain qu'il faudrait augmenter les impôts et baisser les prestations. On parle de services du quotidien: les crèches, la formation, les transports ou encore de l'aide sociale. C'est la classe moyenne qui paierait le prix fort.

Ivan Slatkine: Les Genevois ressentiraient l'effet très vite. Si on augmente les impôts pour compenser, c'est aussi le pouvoir d'achat qui baisse.

Quelles PME genevoises seraient réellement concernées? Peut-on chiffrer les emplois menacés?

Ivan Slatkine: Pour les PME, les conséquences seraient immédiates. Une telle incertitude fiscale génère un effet en cascade: les entreprises dépendant de clients ou de partenaires concernés verraient leur activité fragilisée, et l'investissement local s'en trouverait réduit. Cela entraînerait des pertes d'emplois directes et indirectes.

Beaucoup d'entreprises sont des histoires de famille, construites sur plusieurs générations. Avec un impôt aussi lourd, il n'y a pas d'alternative: pour payer, il faut vendre. Dans de nombreux cas, le démembrement d'une entreprise pour s'acquitter de l'impôt signifie sa disparition.

Vincent Subilia: Si demain un héritier doit payer un impôt de 50% sur la valeur de l'entreprise, cela peut vouloir dire vendre mais aussi délocaliser ou céder l'entreprise à un groupe étranger. Si elles disparaissent ou partent, nous pouvons aisément

imaginer que des milliers d'emplois soient en jeu.

Si l'initiative était acceptée, en quoi la situation genevoise serait-elle plus fragile que celle d'autres cantons?

Ivan Slatkine: Genève est plus exposée que d'autres cantons. Nous avons une forte concentration de contribuables mobiles et une économie tournée vers l'international. Si la fiscalité devient hostile, les départs auront un impact immédiat. Genève a besoin de stabilité pour rester attractif.

Vincent Subilia: Genève part déjà avec l'une des fiscalités les plus lourdes de Suisse. Nous sommes en concurrence directe non seulement avec d'autres cantons plus attractifs comme Zoug, mais aussi avec des places internationales comme Dubaï ou Singapour. À Genève, lorsqu'il ne s'agit pas d'une transmission en ligne directe, ces droits peuvent atteindre 54%. Ajouter encore un impôt fédéral de 50% reviendrait à rendre Genève non compétitif, et la Suisse, dans son ensemble, perdrait son attractivité fiscale et donc économique.